

# INVESTIR DANS LA NUTRITION POUR STIMULER LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET LA PROSPÉRITÉ EN AFRIQUE

## NOTE RÉGIONALE POUR LES POINTS FOCAUX SUN

### MESSAGES CLÉS

1. Pour chaque dollar investi dans la nutrition, il y aura un retour sur investissement de 23 dollars dans la prospérité du pays, avec un impact de grande portée dans divers secteurs.
2. Atteindre tous les ménages africains qui ont besoin d'interventions nutritionnelles nécessite un investissement à faible coût et à haut rendement de la part du gouvernement, qui bénéficie directement aux services de base dans les secteurs de l'agriculture, de la santé, de la protection sociale, de l'éducation, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène.
3. Il est nécessaire d'augmenter le financement public de la nutrition pour éviter une aggravation de la crise nutritionnelle et pour impacter durablement sur la prospérité.
4. Les pays doivent trouver de nouvelles opportunités de financement extérieur pour améliorer la nutrition et exploiter des options de financement innovantes pour la nutrition tant le financement traditionnel des donateurs diminue drastiquement.

### APPEL À L'ACTION

Les gouvernements africains doivent agir rapidement pour améliorer la situation du financement de la nutrition en prenant les mesures nécessaires pour:

- Examiner les tendances du financement de la nutrition dans tous les secteurs et vérifier si chaque secteur a respecté ses engagements en matière de nutrition.
- Examiner les déficits de financement et les besoins immédiats et fixer des objectifs de financement pour les priorités sous-financées qui ont besoin d'appui.
- Maximiser les programmes gouvernementaux en intégrant les actions nutritionnelles et identifier des sources innovantes de financement.

### État actuel de la nutrition en Afrique

Bien que de nombreux pays africains ont pris des engagements significatifs pour améliorer la nutrition, le continent n'a fait que des progrès modestes vers la réalisation des objectifs mondiaux en matière de nutrition, avec seulement six pays en voie d'atteindre l'objectif mondial en matière de retard de croissance, et aucun sur la voie d'atteindre les objectifs relatifs à l'anémie chez les femmes, à l'obésité et à l'insuffisance pondérale à la naissance (Rapport mondial sur la nutrition, 2025). Dans la région de l'Afrique, 30% des enfants de moins de 5 ans souffraient d'un retard de croissance en 2022, un taux nettement supérieur à l'estimation mondiale de 22%, et 12,2 millions d'enfants en Afrique étaient touchés par l'émaciation en 2022 (UNICEF, OMS et Banque mondiale, 2023). De plus, la région de l'Afrique subsaharienne a le taux de prévalence de l'anémie le plus élevé au monde chez les enfants de moins de 5 ans et presque à égalité avec l'Asie du Sud, notant une tendance stagnante récemment (Shekar, et. al, 2024).

Avec près de 282 millions de personnes sous-alimentées en Afrique, le financement des programmes de nutrition est l'un des besoins les plus pressants auxquels le continent est confronté (FAO, AUC, CEA & PAM, 2023).

## Progrès vers les objectifs mondiaux en matière de nutrition



### Retard de croissance chez l'enfant

6 Sur la bonne voie  
38 Quelques progrès  
10 Pas de progrès ou aggravation



### Dépérissement de l'enfance

19 Sur la bonne voie  
12 Quelques progrès  
10 Pas de progrès ou aggravation  
13 Aucune donnée



### Surpoids chez l'enfant

28 Sur la bonne voie  
25 Hors cours  
1 Aucune donnée



### Anémie

17 Quelques progrès  
37 Pas de progrès ou d'aggravation



### Faible poids à la naissance

24 Quelques progrès  
12 Pas de progrès ou d'aggravation  
18 Aucune donnée



### Obésité

53 Hors parcours

Source: Rapport mondial sur la nutrition données collectées en 2022

## MESSAGE CLÉ 1

**Pour chaque dollar investi dans la nutrition, il y aura un retour sur investissement de 23 dollars dans la prospérité du pays, avec un impact de grande portée dans divers secteurs.**

Les données montrent que l'amélioration de la nutrition présente de solides avantages sociaux et économiques qui ont un impact considérable dans divers secteurs.

- **SANTÉ:** Un investissement immédiat dans la mise en œuvre d'interventions nutritionnelles à fort impact et fondées sur des données probantes contribue à sauver des vies tout en économisant sur les coûts de santé élevés causés par l'obésité et les maladies non transmissibles (MNT), la mauvaise nutrition et le cercle vicieux entre la malnutrition et les maladies infectieuses.
- **ÉDUCATION:** Les investissements dans la nutrition aident à optimiser le développement du cerveau chez les enfants, de sorte qu'un meilleur développement cognitif conduit à de meilleurs résultats scolaires, et donc à un potentiel de productivité économique plus fort plus tard dans la vie (Leroy, et al. 2014).
- **EMPLOIS:** Les données montrent que les salaires des adultes pourraient augmenter jusqu'à 50 % en raison de l'impact des interventions nutritionnelles sur l'achèvement de la scolarité, le développement cognitif et la productivité, ce qui a un potentiel énorme pour renforcer la main-d'œuvre nationale (Martorell, 2017).
- **PRODUCTIVITÉ AGRICOLE:** Les investissements visant à améliorer l'anémie ferriprive renforcent considérablement la main-d'œuvre en raison de l'amélioration de la productivité physique, avec des gains massifs en termes de potentiel de revenus, en particulier chez les femmes et les petits exploitants agricoles.
- **RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ:** Les enfants non souffrant d'un retard de croissance ont 33% plus de chance d'échapper à la pauvreté à l'âge adulte, ce qui présente de multiples avantages pour la société, notamment une augmentation du potentiel de revenus et une contribution aux économies locales, et donc une réduction des besoins et des coûts pour le gouvernement en matière de services de protection sociale (Hoddinott, et. al, 2011).

Pour ces raisons, l'investissement dans la nutrition a un potentiel inégalé pour renforcer le capital humain et stimuler la croissance économique et la prospérité de l'Afrique. **Pour chaque dollar investi dans la lutte contre la sous-nutrition, 23 dollars sont générés en retour** et on estime que 2 400 milliards de dollars sont

générés en avantages économiques à l'échelle mondiale chaque année grâce à l'amélioration de la nutrition (Shekar, et. al, 2024). Les coûts de l'inaction sont également assez élevés. Si des efforts ne sont pas déployés pour mettre au point et financer les interventions nutritionnelles, on estime que 41 000 milliards de dollar seront perdus sur dix ans à l'échelle mondiale, et **que 21 000 milliards de dollar de pertes de productivité économique sont attendues en raison de la sous-nutrition** (Shekar, et. al, 2024). Une part importante de ces pertes se fera en Afrique si aucune mesure n'est prise.

## **MESSAGE CLÉ 2**

**Atteindre tous les ménages africains qui ont besoin d'interventions nutritionnelles nécessite un investissement à faible coût et à haut rendement de la part du gouvernement, qui bénéficie directement aux services de base dans les secteurs de l'agriculture, de la santé, de la protection sociale, de l'éducation, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène.**

Tirer parti stratégiquement des programmes gouvernementaux existants dans tous les secteurs pour intégrer les actions essentielles en matière de nutrition est le moyen le plus efficace et le plus efficient de renforcer la nutrition dans l'ensemble des initiatives gouvernementales. Chaque secteur est appelé à jouer un rôle, en particulier la santé, l'agriculture, la protection sociale, l'éducation, l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Les gouvernements africains doivent commencer par inclure les objectifs de nutrition dans les plans de développement à moyen terme et les stratégies sectorielles, tout en mettant en place des systèmes de redevabilité qui garantissent que les actions de nutrition soient planifiées et budgétisées chaque année et suivies par les systèmes de financement gouvernementaux.

Le Cadre d'investissement mondial pour la nutrition **recommande l'intensification immédiate des interventions à fort impact et fondées sur des données probantes, qui coûtent ensemble environ 17 dollars par enfant de moins de cinq ans et 13 dollars par femme enceinte** (Shekar, et. al, 2024).

### **Encadré 1: Actions nutritionnelles essentielles dans tous les secteurs**

- Prévention de l'émaciation avec SQ-LNS<sup>1</sup>
- Traitement de l'émaciation par les ATPE<sup>2</sup>
- Supplémentation en vitamine A
- Supplémentation en micronutriments multiples (MMS) et poudres de micronutriments
- Supplémentation en calcium
- Enrichissement des aliments en fer et en acide folique (IFA)
- Enrichissement du sel en fer et en iode
- Supplémentation en zinc
- Zinc + sel de réhydratation orale (SRO) pour le traitement de la diarrhée
- Allaitement exclusif et continu
- Conseil nutritionnel et nutrition du nourrisson et du jeune enfant
- Soins de la mère kangourou
- Clampage tardif du cordon
- Traitement préventif intermittent du paludisme pendant la grossesse
- Soins nutritionnels pour les personnes atteintes de maladies infectieuses
- Soins nutritionnels pour les personnes en surpoids ou obésité et prise en charge et contrôle des maladies non transmissibles
- Eau, assainissement et hygiène
- Promotion et accès à une alimentation saine

*Liste d'intervention compilée à partir l'étude de Shekar, et. al, 2024 et Keats, et. Al, 2021.*

<sup>1</sup>Supplément nutritionnel à base de lipides en petite quantité

<sup>2</sup>Traitement de la malnutrition aiguë sévère (MAS) à l'aide d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE)

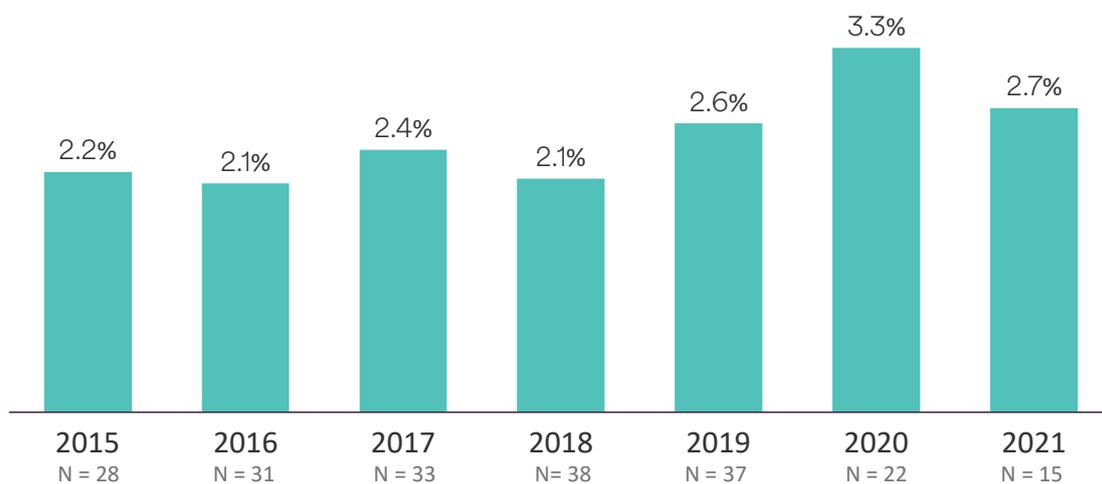
## MESSAGE CLÉ 3

**Il est nécessaire d'augmenter le financement public de la nutrition pour éviter une aggravation de la crise nutritionnelle et pour impacter durablement sur la prospérité.**

Bien que les données sur les investissements publics sectoriels dans la nutrition soient trop rares pour avoir une vision régionale holistique, certains pays ont procédé à des revues multisectorielles des dépenses de nutrition. Ces revues montrent un trait commun de faibles priorisations sectorielles et de faibles dépenses en nutrition, chaque pays ayant son propre contexte et ses propres goulets d'étranglement. Par exemple, les informations sur les dépenses publiques consacrées à la nutrition dans le secteur de la santé montrent que celles-ci restent faibles dans les pays africains et qu'elles ont récemment stagné (Figure 1). Dans la plupart des communautés économiques régionales (CER) d'Afrique, les dépenses gouvernementales de nutrition ainsi que l'aide des donateurs pour les interventions nutritionnelles ont tendance à diminuer (Tableau 1).

Chaque pays africain doit élaborer un plan d'action stratégique pour améliorer la nutrition en fonction de ses besoins uniques, de son profil nutritionnel et des possibilités de financement. Les CER peuvent se concerter pour discuter des apprentissages transnationaux et des stratégies de financement innovantes.

**Figure 1: Dépenses publiques moyennes de nutrition (DPN) en pourcentage des dépenses publiques de santé (DPS), 2015-2021**



Échantillon = pays Africains disposant de données DPS sur les dépenses nutritionnelles (N=45)

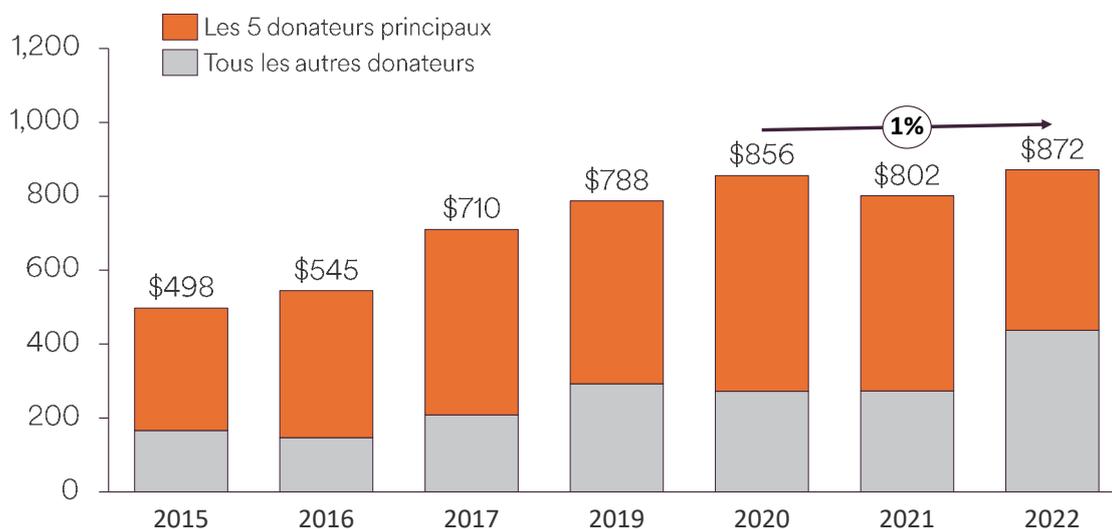
## MESSAGE CLÉ 4

**Les pays doivent trouver de nouvelles opportunités de financement extérieur pour améliorer la nutrition et exploiter des options de financement innovantes pour la nutrition tant le financement traditionnel des donateurs diminue drastiquement.**

Le financement de la nutrition en Afrique dépend trop d'un petit nombre de donateurs pour mettre en œuvre des programmes de nutrition essentiels – **cinq donateurs contribuent en moyenne à 65% de toute l'aide à la nutrition en Afrique** (Figure 2). Il s'agit d'un défi car les programmes de nutrition ont été exposés à l'interruption en raison de cycles de financement mal alignés et de l'instabilité de la contribution des donateurs, par exemple lorsque les donateurs réduisent drastiquement l'aide humanitaire et au développement. Malheureusement, le financement des donateurs pour la nutrition a diminué chez de nombreux donateurs de premier plan en Afrique. À l'échelle mondiale, les États-Unis, la Commission européenne, le Royaume-Uni et le Canada qui figurent parmi les 5 principaux donateurs de la région africaine, ont tous diminué le financement des interventions nutritionnelles prioritaires de 2021 à 2022 (Andridge, 2024).

La situation actuelle en 2025 est désastreuse avec des coupes massives et ininterrompues dans le financement de l'aide étrangère en général. Si les gouvernements nationaux n'interviennent pas, ils risquent de ralentir ou d'inverser les progrès, en particulier dans les pays les plus touchés par la malnutrition. Cela se traduira par un déclin à long terme de la prospérité dans ces pays. Les leaders africains de la nutrition doivent rechercher activement des options de financement innovantes pour la nutrition afin de tenir compte de la baisse continue du financement traditionnel des donateurs en faveur de la nutrition (voir l'encadré ci-dessous pour des exemples).

**Figure 2: Décaissements des donateurs pour les interventions prioritaires en Afrique avec les 5 principaux donateurs de tous les temps 2015-2022 (en million USD)**



## **APPEL À L'ACTION**

Les gouvernements africains doivent agir rapidement pour améliorer la situation du financement de la nutrition. Cela devrait être éclairé en fonction des opportunités existantes dans le pays. Les premières étapes doivent être:

### **1. Examiner les tendances du financement de la nutrition dans votre pays pour tous les secteurs et vérifier si chaque secteur a respecté ses engagements en matière de nutrition.**

- Effectuer un examen des données et des tendances sectorielles sur les dépenses nutritionnelles, le cas échéant. Ces données seront plus facilement accessibles s'il existe un code nutritionnel et un système de marquage ou de suivi budgétaire. Si un tel système n'est pas encore en place, des données doivent être collectées auprès de chaque secteur et comparées aux engagements sectoriels décrits dans les plans multisectoriels chiffrés du pays pour la nutrition. Si les données ne sont pas disponibles ou s'il y a d'importantes lacunes dans les données, évaluer qualitativement les tendances du financement de la nutrition pour déterminer les domaines sous-financés dans chaque secteur.

### **2. Examiner les déficits de financement et les besoins immédiats et fixer des objectifs de financement pour les priorités sous-financées qui ont besoin d'appui.**

- Évaluer le déficit de financement de la nutrition sur la base des besoins décrits dans le plan national de nutrition chiffré et des niveaux de financement de référence actuels, et identifier les principales priorités sous-financées. Fixer des objectifs de financement pour toutes les actions prioritaires en matière de nutrition dans tous les secteurs. Un système de marquage et de suivi budgétaire devrait être mis en place afin de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de financement et d'instaurer la redévisibilité entre les parties prenantes.

### 3. Maximiser les programmes gouvernementaux en intégrant les actions nutritionnelles et identifier des sources de financement innovantes.

- Il est essentiel que les gouvernements prennent des mesures en renforçant la nutrition dans les programmes gouvernementaux existants. Les pays doivent également accélérer les efforts de mobilisation des ressources en s'engageant avec les bailleurs de fonds pour identifier les voies et moyens innovants de maximiser les résultats en matière de nutrition dans toutes les opportunités d'investissement et dans tous les secteurs. L'encadré ci-dessous présente quelques exemples d'opportunités de financement à saisir de manière innovante qui pourraient conduire à de nouveaux investissements dans la nutrition.

#### Encadré 2: Exemples de possibilités de financement et d'innovations en matière de nutrition

- **Plateformes et fonds de financement thématiques:** Fonds UNICEF pour la nutrition infantile (CNF), Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP), mécanisme de financement mondial (GFF).
- **Philanthropes individuels:** célébrités nationales ou internationales, athlètes, artistes.
- **Entreprises nationales et internationales du secteur privé par le biais** de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) ou pratiques environnementales, sociales et gouvernance ESG ou d'un soutien en nature – en particulier celles qui s'engagent dans le domaine de la nutrition ou qui ont des intérêts à but lucratif alignés sur de meilleurs résultats en matière de nutrition (exemples : fabricants de produits alimentaires, banques, etc.).
- **Initiatives et fonds de financement climatique:** Fonds d'adaptation, Fonds vert pour le climat, Initiative pour les obligations climat.
- **Engage diaspora:** Campagnes de collecte de fonds demandant des contributions volontaires de la diaspora vivant à l'étranger.
- **Engagement communautaire:** Campagnes demandant aux communautés de fournir des contributions volontaires aux programmes communautaires de nutrition (collecte de fonds ou dons en nature).

**Tableau 1 : Tendances du financement de la nutrition par les gouvernements et les donateurs dans les communautés économiques régionales d'Afrique**

Communauté économique régionale (CER)	Population totale souffrant d'un retard de croissance (enfants de moins de 5 ans)	Population totale émaciée (enfants de moins de 5 ans)	Aide totale pour la nutrition (USD) en 2022	Tendance récente de l'aide à la nutrition (2020-22)	Nombre de pays disposant de données <sup>3</sup>	Part moyenne des dépenses publiques de nutrition dans le domaine de la santé (% RNB <sup>4</sup> ou EBH <sup>5</sup> )	Tendances récentes en matière de dépenses gouvernementales en nutrition
<b>Union du Maghreb arabe (UMA) N = 5</b> Algérie; Libye; Mauritanie; Maroc; Tunisie	1,34 million	0,4 million	8,18 millions de dollars	Croissante (11%)	Mauritanie et Tunisie	0.18% (2015-2021)	Décroissante
<b>Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) N = 19</b> Burundi; Comores; RD Congo; Djibouti; Égypte; Eswatini ; Érythrée; Éthiopie; Kenya; Libye; Madagascar; Malawi; Maurice; Rwanda; Seychelles; Soudan du Sud; Soudan; Ouganda; Zambie; Zimbabwe	28,7 millions	6,6 millions	413 millions de dollars	Plat/ Plateau (1%)	19/20	2.5% (2015-2020)	Décroissante (2015-2020)
<b>Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) N = 15<sup>6</sup></b> Bénin; Burkina Faso; Cap Vert; Côte d'Ivoire; Gambie; Ghana; Guinée; Guinée-Bissau; Libéria; Mali; Niger; Nigéria; Sénégal; Sierra Leone; Togo	20,3 millions	5,1 millions	183 millions de dollars	Décroissante (-6%)	15/15	2.4% (2015-2021)	Décroissante (2019-2021)
<b>Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) N = 15</b> Angola; Botswana; RD Congo; Eswatini; Lesotho; Madagascar; Malawi; Maurice; Mozambique; Namibie; Seychelles; Afrique du Sud; Tanzanie; Zambie; Zimbabwe	36 millions	5,1 millions	189 millions de dollars	Décroissante (-7%)	13/15	2.7% (2015-2019)	Plat/Plateau (2015-2019)
<b>Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) N = 10</b> Angola; Burundi; Cameroun; RCA; Tchad; Congo; RD Congo; Guinée équatoriale; Gabon; São Tomé-et-Príncipe	14,6 millions	2,2 millions	70 millions de dollars	Croissante (5%)	7/10	1.2% (2015-2019)	Plat/Plateau (2015-2019)

<sup>3</sup>Pays communiquant des données sur les dépenses publiques nationales consacrées aux carences nutritionnelles dans la [base de données sur les dépenses mondiales de santé](#)

<sup>4</sup>Dépenses gouvernementales de nutrition tirées de la Base de données sur les dépenses mondiales de santé (GHED)

<sup>5</sup>Dépenses gouvernementales de santé de l'[Institute for Health Metrics and Evaluation](#) (IHME)

<sup>6</sup>Comprend les États membres de la CEDEAO au début de 2025, notant les changements de composition attendus d'ici juillet 2025

## Références

Andridge, Caroline, Abbe McCarter, Mary D'Alimonte et Albertha Nyaku. 2024. *Suivi de l'aide pour les objectifs nutritionnels de l'AMS : Progrès vers les objectifs mondiaux en matière de nutrition entre 2015 et 2022*. Washington, DC: Results for Development. <https://r4d.org /resources/tracking-aid-wha-nutrition-targets-global-spending-roadmap-better -data/>

FAO, AUC, CEA et PAM. 2023. *Afrique – Aperçu régional de la sécurité alimentaire et de la nutrition 2023: statistiques et tendances*. Accra, FAO. <https://doi.org/10.4060/cc8743en>

Rapport mondial sur la nutrition, 2025. Profils nutritionnels par pays. <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/>

Hoddinott, John F.; Maluccio, John A.; Behrman, Jere R.; Martorell, Reynaldo; Melgar, Paul; Quisumbing, Agnes R.; Ramirez-Zea, Manuel; Stein, Aryeh D.; Yount, Kathryn M. 2011. Les conséquences d'un retard de croissance de la petite enfance au cours de la vie. Document de travail 1073 de l'IFPRI. <https://hdl.handle.net/10568/154982>

Keats, E. C., Das, J. K., Salam, R. A., Lassi, Z. S., Imdad, A., Black, R. E. et Bhutta, Z. A. 2021. « Interventions efficaces pour lutter contre la malnutrition maternelle et infantile : une mise à jour des données probantes ». *The Lancet Child & Adolescent Health*, 5(5), 367-384.

Leroy JL, Ruel M, Habicht JP, Frongillo EA. 2014. *Un déficit de croissance linéaire continue de s'accumuler au-delà des 1000 premiers jours dans les pays à revenu faible et intermédiaire : 51 enquêtes nationales en tirent des données mondiales*. *J Nutr.* ; 144(9):1460-6. DOI : 10.3945/JN.114.191981. Epub 18 juin 2014. PMID : 24944283.

Martorell, Reynaldo. 2017. « Amélioration de la nutrition au cours des 1000 premiers jours et capital humain et santé des adultes. » *Journal américain de biologie humaine* 29 (2). <https://doi.org/10.1002/ajhb.22952>.

Shekar, Meera, Kyoko Shibata Okamura, Mireya Vilar-Compte et Chiara Dell'Aira, éd. 2024. « Cadre d'investissement pour la nutrition 2024 ». *Perspectives de développement humain*. Washington, DC: Banque mondiale. doi :10.1596/978-1-2162-2.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Organisation mondiale de la santé (OMS), Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale. 2023. Niveaux et tendances de la malnutrition infantile: estimations conjointes de la malnutrition infantile de l'UNICEF, de l'OMS et du Groupe de la Banque mondiale: principales conclusions de l'édition 2023. New York: UNICEF et OMS.